

BUREAU VERITAS CONTRUCTION
 TECHNOPOLE ESTER - CS 9682021 rue
 Columbia
 87068 LIMOGES Cedex 3



**BUREAU
 VERITAS**

Opération :
87_LIMOGES_Extension & Restructuration
BAT A. DANY_CH ESQUIROL
N° affaire : 23755344_1-9EDYWP9

Tél : +337 79 70 94 75
 Mél : lionel.tixier@bureauveritas.com

CENTRE HOSPITALIER ESQUIROL
 Mme SARAH BABORIER
 15 RUE DU DOCTEUR MARCLAND
 87025 LIMOGES

**87_LIMOGES_Extension &
 Restructuration BAT A.
 DANY_CH ESQUIROL
 15, rue du Docteur MARCLAND
 BP 61730
 87025 LIMOGES Cedex**

CENTRE HOSPITALIER ESQUIROL

Opération de catégorie avec règlement CISSCT

Coordination Sécurité et Protection de la Santé

RÈGLEMENT DU CISSCT

Date d'établissement ou de modification	Indice version	Objet de la version ou de la mise à jour	Signatures	Rédacteur

REGLEMENT DU COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)

ARTICLE 1 - CONSTITUTION ET DUREE

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) est constitué à l'initiative du Maître d'Ouvrage au plus tard 21 jours avant l'ouverture du chantier. Lorsque l'opération doit dépasser un volume de 10 000h-jours et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous-traitantes incluses, est supérieur à 10 s'il s'agit d'une opération de bâtiment ou à 5 s'il s'agit d'une opération de génie civil.

Il cessera ses activités sur sa décision, au plus tôt à la réception des travaux.

Ses règles de fonctionnement devront être adoptées lors de la première réunion et transmises aux autorités et organismes (désignés au R 4532-92 du code du travail),

ARTICLE 2 - MISSIONS

Les missions du Collège, définies par l'article L 4532-13 seront les suivantes :

- il peut définir notamment, sur proposition du coordonnateur, certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de Sécurité et de Protection de la Santé applicables au chantier.
- vérifier que l'ensemble des règles prescrites soit par lui-même, soit par le coordonnateur sont effectivement mises en œuvre.
- Faire appliquer les procédures propres à assurer le respect des règles communes relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail.
- Mettre en place la vérification de l'application des mesures prises par le coordonnateur ou par le collège interentreprises.

ARTICLE 3 - RESPONSABILITES

L'intervention du Collège ne saurait modifier la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil en application de toutes dispositions du Code du Travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Le fait pour une entreprise de ne pas être tenu de participer aux réunions du C.I.S.S.C.T. ne saurait en aucun cas signifier qu'elles n'ont pas à respecter les règles édictées par celui-ci.

ARTICLE 4 - COMPOSITION

Le collège comprend :

- des membres ayant voix délibérative :
 - le coordonnateur de réalisation : Président
 - le coordonnateur de conception s'il est différent
 - le maître d'œuvre désigné par le maître d'ouvrage.
 - les entrepreneurs ou leurs représentants habilités qu'ils soient titulaires ou sous-traitants.
- des membres ayant voix consultative
 - un salarié effectivement employé sur le chantier, désigné par son CSE ou, à défaut, par les DP ou, en leur absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.
- peuvent assister aux réunions avec voix consultative
 - l'inspecteur du travail ou son représentant
 - le secrétaire régional du Comité Régional de l'O.P.B.T.P. ou son représentant
 - l'ingénieur en chef du service prévention de la CARSAT ou son représentant
 - les médecins du travail.

Ne sont pas tenus de participer aux travaux du CISSCT les entreprises dont il est prévu quelles n'occuperont pas sur le chantier au moins 10 travailleurs pendant au moins 4 semaines, dès lors qu'elles n'auront pas à exécuter l'un des travaux figurants sur la liste de travaux comportant des risques particuliers prévus à l'article L 4532-8

Les entreprises connues qui ne sont pas tenues de participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail doivent, au plus tard dans la réunion précédent leur intervention sur le chantier, aviser le Président du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail qu'elles n'y seront pas représentées.

ARTICLE 5 - FONCTIONNEMENT DU COLLEGE

ARTICLE 5.1 Le président

Le CISSCT est présidé par le coordonnateur de réalisation de l'ouvrage avec voix prépondérante

Fait adopter le projet de Règlement et le P.V. précisant l'adoption par le Collège par les représentants des entreprises.

Convoque les membres du Collège et les participants concernés aux réunions ordinaires 15 jours avant la date de la réunion.

Arrête l'ordre du jour des réunions.

Rédige et diffuse les procès-verbaux des réunions.
Ces procès-verbaux sont consignés dans le registre du CISSCT.
Ce registre sera archivé cinq ans à partir de la date de réception de l'ouvrage.

Transmet le règlement dès son adoption à l'inspection du Travail, l'O.P.B.T.P. et C.R.A.M., le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission.

Répond par écrit aux observations formulées par les membres des comités d'Hygiène Sécurité et Conditions de Travail ou des Délégués du personnel par défaut.

Informe les membres du Collège de ses réponses lors de la réunion qui suit la demande.

La liste nominative des représentants des entreprises et des autres membres du collège interentreprises, ainsi que des personnes qui peuvent assister aux réunions du collège à titre consultatif, est tenue à jour et affichée sur le chantier par le coordonnateur.

Article 5.2 Réunions du Collège

5.2.1 Première réunion :

Le CISSCT se réunit pour la première fois dès que 2 entreprises au moins sont présentes sur le chantier

L'ordre du jour de cette réunion comprend :

- L'adoption du Règlement Intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail
- L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière d'hygiène et de sécurité
- L'examen et la définition de règles communes nécessaires pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicable au chantier
- Défini le calendrier des réunions plénières

5.2.2 Les réunions plénières

Ordre du jour :

Le président convoque, au plus tard 15 jours avant la réunion, les membres du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail et les participants

L'ordre du jour de cette réunion comprend.

Adoption du règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de Travail,

- Observations éventuelles par les membres du collège.
- 1) Visite du chantier pour vérification de l'application des observations formulées lors de la précédente réunion de CISSCT
 - 2) Synthèse des remarques suite à la visite, par le Président
 - 3) Approbation du procès-verbal de la réunion précédente
 - 4) Présentation par le Maître d'œuvre :
 - De l'état d'avancement du chantier
 - De l'arrivée et départ d'entreprises (planning / séquences)

- 5) Parole donnée aux entreprises :
 - Expression des salariés
 - Désignation des Sous-traitance à venir
 - Evolution prévisible des effectifs (afin de définir les besoins en installation de chantier)
 - Identification des besoins de l'entreprise pour la séquence à venir en matière de : circulation, levages, stockage, gestion des zones de travaux, besoins en énergie, moyens communs, formation
- 6) Mesures de coordinations sur les séquences à venir du chantier
 - Organisation générale du chantier
 - Analyse de risque
- 7) Décisions prises par les membres du collège
- 8) Examen des accidents survenus sur le chantier et leur étude liés à la coactivité.
- 9) Calendrier des prochaines réunions

b) Périodicité des réunions

La périodicité des réunions plénières est fixée à trois mois, ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé. Il pourra être réduit sur proposition du Président si l'importance et la nature des travaux le justifient.

Le Président doit en cas de nécessité, provoquer une réunion plénière du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail en dehors des dates initialement arrêtées notamment sur demande :

- de la majorité des représentants ayant voix délibérative
- du tiers des représentants salariés
- à la suite de tout accident ayant eu avoir des conséquences graves.

c) Les réunions d'urgences (art R4532-87)

Des réunions peuvent être organisées à la demande d'un membre du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail pour examiner et étudier des mesures entrant dans les attributions du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail.

Les comptes rendus de ces réunions sont communiqués pour information à la réunion plénière suivante du Collège Interentreprises de sécurité, Santé et Conditions de travail.

Article 5.4 L'adoption et l'application des décisions

Les décisions du Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives.

En cas d'égalité des voix, celle du président emporte la décision.

Les décisions du C.I.S.S.C.T. sont immédiatement exécutoires et sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'à celles qu'y arriveront ultérieurement.

Article 5.5 Les convocations aux réunions

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard 15 jours avant la réunion, à tous les membres du Collège et aux participants, sauf urgence.

L'ordre du jour, arrêté par le Président, est annexé à la convocation.

ARTICLE 6 – RESSOURCES

Le Collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Le Maître d'Ouvrage pourra assister à chacune de ces réunions.

Les éventuelles dépenses liées à ces interventions sont à la charge du maître d'ouvrage

ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANTS

Chaque entreprise qui confie une partie de l'exécution de ses prestations à un sous-traitant doit OBLIGATOIREMENT lui communiquer le présent règlement du C.I.S.S.C.T. qui lui est applicable de facto.

ARTICLE 8 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES

Tout différend entre les entreprises, à propos des mesures décidées par le Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de travail fera l'objet d'une tentative de conciliation en réunion plénière de celui-ci.

Tout différend persistant à l'issue de cette tentative de conciliation fera l'objet d'un arbitrage du maître d'ouvrage. Les décisions seront reportées au registre journal de coordination par le coordonnateur.

En cas de carence en matière d'hygiène et de sécurité d'une entreprise Les dépenses engagées par le Collège Interentreprises de Sécurité Santé et Conditions de Travail sont supportées par l'entreprise dont la carence est à l'origine du risque constaté. L'avance financière sera faite par le maître d'ouvrage

Toute absence non excusée à une réunion du collège d'un représentant d'entreprise ou d'un représentant des salariés fera l'objet d'une demande de pénalité de 150 Euros H.T votée par le CISSCT auprès du maître d'Ouvrage ou indiquée dans le CCAP de l'opération.